

ELIZABETH II

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada**

Titre: Elizabeth II: Les tourments d'une reine / Robert Hardman

Autres titres: Queen of our times. Français | Les tourments d'une reine

Nom: Hardman, Robert, 1965-, auteur

Description: Traduction de: Queen of our times: the life of Elizabeth II

Sommaire incomplet: tome 2. Les tourments d'une reine

Identifiants: Canadiana 20220023263 | ISBN 9782897838249 (vol. 2)

Vedettes-matière: RVM: Elizabeth II, reine de Grande-Bretagne, 1926-2022 |

RVM: Reines-Grande-Bretagne-Biographies | RVM: Grande-Bretagne-

Histoire-1952- (Elizabeth II) | RVMGF: Biographies

Classification: LCC DA590.H3714 2022 | CDD 941.085092-dc23

Titre original: ELIZABETH II: QUEEN OF OUR TIMES by Robert Hardman

Publié au Royaume-Uni par Macmillan en 2022

© Alisio, une marque des Éditions Leduc, 2023

Traduit de l'anglais par Richard Robert

© 2023 Les Éditeurs réunis, pour la présente édition

Photos de la couverture: Reine Elizabeth II, photo de Julian Calder pour le
Gouverneur général de Nouvelle-Zélande ([https://gg.govt.nz/news/diamond-
jubilee-portraits-and-prayer-released](https://gg.govt.nz/news/diamond-jubilee-portraits-and-prayer-released)) / CC BY.

Roi Charles III, photo de New Zealand Defence Force, Wellington,
New Zealand / CC BY.

Les Éditeurs réunis bénéficient du soutien financier de la SODEC
et du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec.

Financé par le gouvernement du Canada

| **Canada**

Édition

LES ÉDITEURS RÉUNIS

lesediteursreunis.com

Distribution nationale

PROLOGUE

prologue.ca

Imprimé au Canada

Dépôt légal: 2023

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

ROBERT
HARDMAN

ELIZABETH II

**

LES TOURMENTS D'UNE REINE

1992-2022



LES ÉDITEURS RÉUNIS

Sommaire

Préface	7
QUATRIÈME PARTIE : DU FEU ET DES FLEURS	11
15 « Au moins nous avons réussi à sauver les tableaux »	13
16 « Elle ne partira pas facilement »	39
17 « Ne touchez pas ces fleurs »	65
18 « Sacré petit coquin ! »	99
CINQUIÈME PARTIE : VARIER LES PLAISIRS	129
19 « Nous devons parler de changement »	131
20 « Hey, Queen ! »	165
21 « Et un point pour les filles ! »	195
22 « Il n'y a pas de pluriel »	227
23 « Eh bien, je ne peux pas rester debout beaucoup plus longtemps »	257
SIXIÈME PARTIE : PLATINE	285
24 « Megxit »	287
25 « Les souvenirs peuvent différer »	321
26 « Il n'y a pas de grand <i>meisterplan</i> »	349
27 « Elle pensera toujours à l'avenir »	379
28 « Que des nuées d'anges bercent ton repos de leur chant »	415
Remerciements	437
Notes de fin	445
Index	459

Préface

Où étiez-vous le jour de la mort de la reine Elizabeth II, survenue le 8 septembre 2022 au château de Balmoral ? Comme pour l'assassinat de John Kennedy en 1963, le décès de la princesse Diana en 1997 ou la tragédie du 11 septembre 2001, tout le monde est capable de répondre à cette question. En premier lieu, Robert Hardman, l'auteur de la biographie la plus pointue et la plus complète de la souveraine, disparue à l'âge de 96 ans dans sa résidence écossaise. Le sémiologue de la tribu Windsor fut, comme il se doit, aux premières loges du deuil national de dix jours.

« J'étais à la maison, en congé, quand le *Daily Mail* m'a appelé dans la matinée à la suite de rumeurs venues de Balmoral et de la Chambre des communes sur l'aggravation de l'état de santé de la reine. Le communiqué du Palais, selon lequel les médecins s'occupaient d'elle, a souligné la gravité de la situation, quand on connaissait son refus de faire des histoires à propos de sa santé. Je me suis rendu immédiatement au journal pour réécrire ma nécrologie, en insistant sur son incroyable bilan. Alors que normalement, en début de soirée, la salle de rédaction est bruyante, c'était le monde du silence », se souvient Robert Hardman.

Au cours de ces journées historiques, l'expert royal du tabloïd *Daily Mail*, qui fait également partie du cercle très sélect des commentateurs de la BBC, a été impressionné par le calme et la dignité de la foule défilant devant le catafalque drapé dans l'étendard royal exposé à Westminster Hall. La simplicité de l'hommage solitaire du joueur de cornemuse à la fin des obsèques à la chapelle Saint-Georges de Windsor l'a également frappé. « Nous pouvons tous être fiers d'avoir vécu sous le règne d'une reine exceptionnelle », confie aujourd'hui le *buckinghamologue*, qui bénéficie toujours des meilleures informations sur la famille royale.

En ce qui me concerne, mon employeur TF1/LCI m'avait alerté de la probabilité du décès lorsque le prince de Galles et sa sœur Anne avaient été appelés d'urgence à son chevet. À mon arrivée dans un studio du nord de Londres pour participer à la spéciale de TF1, un flash de la BBC avait annoncé la mort de Sa Majesté. Le lendemain, direction Paris pour commenter non-stop les commémorations, sur le plateau de la chaîne, jusqu'à l'inhumation, le 19 septembre.

Pour me tenir informé de ce qui se passait outre-Manche, je suivais religieusement les commentaires de Robert Hardman sur la BBC. L'auteur de la présente biographie est un puits de science sur ce qui touche à l'ancienne cheffe de l'État.

En dépit de l'immense respect qu'il éprouvait pour la défunte, le biographe est l'un des rares spécialistes à être parvenu à tisser un portrait d'Elizabeth II transgressif, sans ambages ni louvoiements.

À l'écouter, loin d'être une personnalité passive dépassée par les événements, la souveraine avait toujours été au contrôle dans les situations les plus dramatiques et les péripéties les plus éprouvantes. Invariablement courtoise, imperturbable, ne laissant rien paraître, l'ex-reine avait su donner l'impression que tout glissait, que rien ne l'atteignait. Mais derrière le personnage égal, d'apparence froide, se cachait une redoutable tacticienne qui avait suivi instinctivement les principes du *Prince* de Machiavel, probablement sans l'avoir lu. Elle avait fait preuve d'une autorité remarquable quand les faits s'imposaient, même de cruauté s'il le fallait, pour la grandeur du pays. Du grand art...

Requiem pour une reine défunte et petit air de blues sur l'ex-empire : le faste qui a présidé à ses funérailles ne laisse pas d'intriguer. Bien sûr, les obsèques d'une monarchie ayant régné soixante-dix ans sur un trône qui remonte à la nuit des temps font fantasmer. Bien sûr, le Royaume-Uni, psychologiquement et esthétiquement pétri de théâtre, adore les enterrements grandioses. Bien sûr, destinée dès l'âge de 10 ans à monter sur le trône, cette personnalité réservée et distante est restée une énigme tout au long de son existence. Pour le public tout comme pour sa famille...

Bien sûr, mais enfin. Elizabeth II était bien plus que cela. À notre époque, si rare en grands acteurs politiques, elle représentait l'Histoire, et quelle histoire ! Dans un style qui n'appartenait qu'à elle et que décrit avec grand talent Hardman, la souveraine faisait rêver. Malgré les adaptations, Elizabeth II représentait une certaine idée traditionnelle de la monarchie qui soude les maillons de la chaîne britannique à travers les siècles.

Le 31 décembre 2022, le feu d'artifice de Londres a rendu un vibrant hommage à feu la reine. Les drones ont représenté dans le ciel une pièce de monnaie avec le visage de la défunte, avant de changer de position pour laisser place à un portrait de son successeur, Charles III. Ensuite, la diffusion de son message du Nouvel An a rappelé la nécessité de protéger la planète face au dérèglement climatique.

« Évolution et non révolution » : tel est le leitmotiv du nouveau souverain du Royaume-Uni et de quatorze pays du Commonwealth.

Outre la multiplication des bains de foule et un style bien plus informel que celui de sa mère, le nouveau venu a dépoussiéré le protocole. L'organisation du Palais, qui portait le style de la pratique monarchique de l'occupante des lieux depuis 1952, a été modernisée. La voilure de la cérémonie du couronnement du 6 mai 2023 a été fortement réduite par rapport au sacre grandiose d'Elizabeth II en 1953.

Par les temps qui courent, l'incontournable Robert Hardman n'est pas près de perdre son emploi, au contraire. L'intérêt pour la monarchie britannique, redevenue l'une des institutions les plus stables au monde, ne fait que croître avec la nouvelle génération aux commandes. La dynastie issue des Hanovriens, étendue aux Saxe-Cobourg et rebaptisée Windsor, a encore de beaux jours devant elle.

La Reine est morte, vive le Roi !

Marc Roche

QUATRIÈME PARTIE
DU FEU
ET DES FLEURS

Chapitre 15

1992-1993

« Au moins nous avons réussi à sauver les tableaux »

C'était une mission audacieuse. L'hôte de la reine avait assurément des doutes, mais du côté du Palais on n'avait émis aucune objection. La reine avait compris l'importance de cet exercice de réconciliation, et personne d'autre ne pouvait le mener à bien. Ainsi, le matin du 22 octobre 1992, la voiture royale s'arrêta devant l'église de la Sainte-Croix (Kreuzkirche) de Dresde, accueillie par un silence embarrassant. Quelques huées se firent entendre. Puis, vint le premier œuf. C'était sur cette même place qu'en février 1945 on avait entassé, pour les incinérer, les corps des dizaines de victimes civiles du bombardement de Dresde, l'un des raids les plus dévastateurs de la Royal Air Force pendant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui encore, on débat au sujet de ce bombardement et de la tactique employée par le commandant du RAF Bomber Command, le maréchal de l'air Arthur Travers Harris,

surnommé Bomber Harris (« Harris le Bombardier »). Au cours de l'été 1992, ce débat avait connu un regain de vigueur après l'inauguration d'une statue de Harris par la reine mère, une de ses grandes admiratrices. Pour les anciens combattants du Bomber Command, qui n'avaient jusque-là été honorés ni par une médaille de campagne, ni par un mémorial national, c'était un geste de reconnaissance important, quoique bien tardif*. Peu après, cependant, un activiste avait maculé la statue de peinture rouge.

L'émotion était palpable quand la reine entama sa visite d'État de 1992 en Allemagne. C'était la première depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme en Europe de l'Est. Son objectif était de rendre hommage à la réunification allemande et de visiter les principales villes de l'ancienne Allemagne de l'Est. Dresde était donc au programme. « Le président allemand, Richard von Weizsäcker, était réticent. C'était un peu risqué¹ », déclara par la suite Michael Burton, alors numéro deux de l'ambassade britannique. Une foule de 5 000 personnes attendait devant la Kreuzkirche, fixant d'un air absent l'arrivée des VIP. « Ils ne semblaient pas savoir s'ils devaient applaudir ou montrer un quelconque signe d'approbation », se souvint Burton, ajoutant qu'une telle visite aurait été inimaginable avant la chute du régime est-allemand. Au milieu du silence, des huées fusèrent, suivies par des œufs (qui tombèrent bien loin de la cible). La reine ne broncha pas. À l'intérieur, retransmise en direct à la télévision nationale, une messe de réconciliation fut célébrée conjointement par l'évêque de Saxe et celui de Coventry, la ville britannique jumelée avec Dresde. Le duc d'Édimbourg fit la première

* Sur les 120 000 hommes qui se sont portés volontaires pour le Bomber Command, plus de 55 000 ont été tués. Seuls 24 % d'entre eux sont sortis indemnes de la guerre. Aucune autre unité britannique ou du Commonwealth n'a subi de pertes de cette ampleur.

lecture biblique dans son allemand courant, puis le Premier ministre de Saxe lut la seconde en anglais. En sortant de l'église, la reine put constater que l'atmosphère s'était un peu dégelée. « La reine pensait les blessures comme elle seule était capable de le faire² », se souvient Douglas Hurd, qui l'accompagnait en qualité de ministre des Affaires étrangères. Cette visite contrasta vivement avec le reste du voyage. Quelques heures plus tard, à son arrivée dans une autre grande ville d'Allemagne de l'Est, Leipzig, Sa Majesté fut accueillie par 100 000 personnes en liesse.

Un éditorial du tabloïd berlinois *B.Z.* salua le « calme et le sang-froid incomparables » de la souveraine, ajoutant : « Nous lui tirons notre chapeau. On lui a lancé des œufs et les Britanniques ont été choqués, mais elle doit savoir que la majorité des Allemands comprennent son geste³. »

Elle avait ému des millions de personnes en proclamant, dans son discours au banquet du président : « Le brûlant désir de liberté de tout un peuple a fait fondre le rideau de fer. » Quand, à Berlin, elle traversa symboliquement la porte de Brandebourg d'ouest en est, plusieurs journaux allemands publièrent des éditoriaux faisant de ces quelques pas rien de moins que le clap de fin de la guerre froide⁴.

Pour la plupart des chefs d'État, ce genre de visite aurait pu être le couronnement de leur carrière politique, un cours magistral de diplomatie à délivrer avec délectation dans leurs mémoires. Ce n'était pas le cas de la reine, tant s'en faut. Le fait qu'un voyage aussi sensible et important ait à peine été remarqué par les Britanniques – et qu'on s'en souvienne si peu aujourd'hui – témoigne de l'horreur qui marqua, sans relâche, l'année 1992.

L'ampleur, la soudaineté et la variété des calamités qui s'abattirent sur la monarque au cours de cette année terrible défient l'imagination. Au début de l'année, elles auraient semblé inconcevables à la retraitée stoïque et inébranlable

qui était apparue dans le documentaire *Elizabeth R* [R pour *regina*, « reine »], tourné pour fêter ses quarante ans sur le trône. Elle n'était d'ailleurs pas vraiment d'humeur à célébrer cet anniversaire, comme le révèlent les archives du gouvernement⁵. Le « jubilé de rubis » resterait une affaire discrète. Non seulement la reine rejeta l'idée d'une fontaine commémorative sur Parliament Square, mais elle refusa également un dîner de célébration avec le Conseil privé. Elle préférait, si Dieu le voulait, attendre le cinquantième anniversaire de son accession au trône. Dans un mémo adressé au Premier ministre à ce sujet, le secrétaire particulier de John Major, Andrew Turnbull, ajouta une note manuscrite : « Le Premier ministre doit être informé de l'attitude de la reine à l'égard de son quarantième anniversaire⁶. » Elle n'approuva guère que deux idées. La première était une proposition de Jim Callaghan : un dîner donné par tous ses anciens Premiers ministres britanniques. Et la seconde : un déjeuner offert par la City de Londres. Mais de cette année qui aurait dû être marquée par des célébrations, l'histoire ne retiendrait que deux mots : *annus horribilis*. En fin de compte, il était sans doute mieux que la reine eût refusé de célébrer en grande pompe une année qu'elle souhaiterait ensuite rayer à jamais de sa mémoire.

Les ennuis commencèrent en janvier, lorsque les journaux eurent vent de clichés montrant la duchesse d'York en vacances avec un dirigeant américain de l'industrie pétrolière, Steve Wyatt. Les photos étaient cachées au-dessus d'une armoire dans l'ancien appartement londonien de Wyatt. Une femme de ménage les avait trouvées et remises à la police. Leur existence confirmait les rumeurs selon lesquelles le mariage des York était sur le point de s'effondrer. Le duc « piqua une crise », et le couple consulta des avocats spécialisés pour entamer une procédure de divorce⁷.

Le mois suivant, le prince et la princesse de Galles entamèrent une tournée en Inde, où les spéculations déjà anciennes sur l'état de leur couple atteignirent un niveau inédit, du fait d'une image qui marqua les esprits. Alors que le prince intervenait devant le Forum des industriels indo-britanniques, à Delhi, la princesse se rendait à Agra et posait pour la presse devant le Taj Mahal, seule. Leurs itinéraires respectifs avaient été planifiés des mois auparavant. Il est d'usage que les couples royaux en tournée aient des programmes différents, afin de maximiser l'impact diplomatique, et si la princesse était venue à Agra, c'était pour visiter des dispensaires. Néanmoins, les journalistes ne manquèrent pas de rappeler la remarque faite par le prince lui-même quand, en 1980, il avait visité la magistrale création de Shâh Jahân : « Un jour, j'y amènerai ma femme. » Et voilà qu'elle se retrouvait au Taj Mahal sans lui. Cette image deviendrait l'une des plus célèbres de la décennie.

Le mois suivant, comme le Parlement approchait de la fin de son mandat de cinq ans, John Major convoqua des élections générales. Après treize ans dans l'opposition, les travaillistes sentaient qu'ils avaient une chance de mettre fin à la série de victoires des conservateurs ; la plupart des analystes électoraux étaient du même avis. Pendant la campagne, même les partisans emblématiques du capitalisme comme *The Economist* et le *Financial Times* finirent par pencher en faveur du travailliste Neil Kinnock. Dans ces moments-là, il est de tradition que la monarchie se fasse discrète. Pourtant, la semaine même où la campagne commençait pour de bon, le *Daily Mail* chassa la politique des premières pages avec un scoop sensationnel : « Andrew et Fergie se séparent⁸. » La nouvelle tomba le jour où Kinnock avait pris cinq points d'avance sur les Tories. Cependant, les jours suivants, une grande partie de la presse – y compris

le *Mirror*, pourtant acquis aux travaillistes – s'inquiéterait surtout de l'échec du mariage royal. La soudaine percée des travaillistes dans les sondages ne les intéressait plus.

Comme l'observa avec humour le rédacteur en chef du *Sunday Times*, Andrew Neil : « Les responsables du Parti conservateur devraient adresser une action de grâce à la duchesse d'York. Si la séparation royale n'avait pas détourné l'attention des Britanniques, les travaillistes jouiraient aujourd'hui d'une avance impossible à rattraper. Fergie a donné une seconde chance aux Tories⁹. » La reine, dit-on, chargea son secrétaire privé, Robert Fellowes, de présenter discrètement des excuses à tous les chefs de parti. Personne, cependant, ne pouvait blâmer la monarchie lorsqu'une autre actualité royale fit de nouveau disparaître la politique des premières pages. Quelques jours avant le scrutin, le comte Spencer disparaissait. Le monde entier se souvenait avec émotion du rôle qu'il avait joué au mariage de Diana, accompagnant en tremblant sa fille jusqu'à l'autel, et la nouvelle fit l'objet d'une énorme couverture médiatique. Lors des funérailles en l'église familiale de Great Brington, dans le Northamptonshire, la presse ne manqua pas de remarquer que le prince et la princesse de Galles étaient arrivés séparément.

Le même mois, le divorce de la princesse royale était prononcé. Elle était séparée de Mark Phillips depuis quelques années déjà. On savait que tous deux avaient eu une liaison avec un nouveau partenaire – l'ancien écuyer de la reine, le commandant Timothy Laurence, dans le cas de la princesse. La nature amicale de la séparation ainsi que l'application assidue de la princesse à remplir ses devoirs royaux leur valurent la sympathie du public. La reine fut triste, mais pas choquée. Comme elle le dit à un courtisan : « Vous savez, j'ai décidé que je ne suis pas assez vieux jeu pour être reine¹⁰. »

La duchesse d'York aurait bien fait de s'inspirer un peu plus de sa belle-sœur. En effet, quand, au cours des mois précédents, « Fergie » s'était offert une série de vacances très médiatisées, entrecoupées d'« engagements caritatifs » sous le soleil des tropiques, la princesse royale avait accompli ses habituelles obligations publiques, beaucoup moins glamour, de l'Écosse à Santiago. Sa dernière tournée avant son divorce avait eu lieu au Chili, où l'ambassadeur britannique avait rapporté à Londres le sentiment d'incrédulité suscité par la princesse quand elle avait visité un immeuble entièrement construit par des femmes : « Elles ont immédiatement adopté la princesse en voyant que celle-ci s'intéressait surtout à ce qui comptait : les toilettes, les cuisines et les éviers¹¹. »

À la surprise générale, les élections virent la victoire de John Major, reconduit pour cinq ans. Le Parti conservateur avait remporté plus de voix que n'importe quel autre parti, de mémoire d'homme, même si celles-ci se concentraient dans les fiefs des conservateurs, ce qui lui donnait une majorité de seulement vingt et un députés. C'était bien assez pour éviter à la reine l'embarras constitutionnel d'un Parlement sans majorité. Margaret Thatcher ne s'était pas présentée devant les électeurs, mais les Communes élurent leur première présidente, la députée travailliste Betty Boothroyd.

C'étaient surtout les résultats d'une autre élection qui préoccupaient la reine. À la toute fin de l'année 1991, un nouveau Premier ministre australien prêtait serment, succédant au travailliste Bob Hawke. Paul Keating fut probablement le Premier ministre le plus viscéralement antimonarchique de l'histoire du pays et, pourtant, moins de deux mois après sa nomination, il se retrouva à accueillir la reine lors d'une tournée australienne prévue de longue date. Le principal sujet de conversation, lors de cette visite,

fut le moment où il fut photographié en train de la guider gentiment à travers une réception bondée. Les médias britanniques s'indignèrent : il avait osé toucher Sa Majesté ! Les collaborateurs de la reine firent savoir qu'il n'y avait pas lieu de s'en formaliser : il s'agissait plutôt d'un témoignage de bonnes manières. Ce qui troubla le Palais et le ministère des Affaires étrangères, ce furent les remarques de Keating quelques jours seulement après le départ de la reine. Au cours d'échanges parlementaires houleux sur son manque de « respect » pendant la visite royale, Keating prononça un discours volcanique accusant les royalistes de cultiver un « complexe d'infériorité colonial » et de « lécher les bottes » du Royaume-Uni. La Grande-Bretagne, affirmait-il, avait trahi l'Australie à deux reprises : d'abord en ne défendant pas Singapour contre les Japonais en 1941, puis en adhérant à la CEE en 1973. « Alors même qu'ils vous abandonnaient et rejoignaient le Marché commun, lança-t-il à ses opposants, vous cherchiez toujours à obtenir vos MBE et vos titres de chevalier¹². » Avant la fin de l'année, Keating avait supprimé toute mention de la reine dans le serment d'allégeance des nouveaux citoyens, et il avait mis en place des plans pour mettre fin au statut de cheffe d'État de la monarchie en Australie. Il faut dire que la période était propice. La famille royale allait de crise en crise et, au milieu de tout cela, la reine était sur le point de faire l'éloge officiel de cette même CEE qui avait provoqué l'ire de Keating.

La visite de la reine au Parlement européen de Strasbourg, en mai 1992, était attendue depuis longtemps. Parmi les chefs d'État des pays membres, elle était la seule à n'y avoir jamais mis les pieds. Elle avait certes visité la Commission européenne à Bruxelles, en 1980, et on l'avait invitée à visiter le bâtiment du Parlement à Strasbourg quand elle le souhaiterait. Mais elle n'avait jamais honoré

cette invitation, parce que Margaret Thatcher le lui avait toujours déconseillé. « Pendant des années, on s'est beaucoup demandé quand la reine ferait le voyage, se souvient Charles Anson, ancien attaché de presse. Ce n'était jamais le bon moment. Puis, c'est arrivé¹³. » C'est à John Major que l'on dut cette décision. Renforcé par son nouveau mandat électoral, le Premier ministre était déterminé à rapprocher la Grande-Bretagne du cœur de l'Europe, avec l'aide de sa monarchie. Depuis 1991, il était engagé dans une longue bataille contre les eurosceptiques de la droite conservatrice, au sujet du traité de Maastricht, qui ouvrait la voie à une union politique et économique plus étroite. La visite de la reine devait l'aider à faire comprendre à ses homologues européens que la Grande-Bretagne était désormais un acteur plus enthousiaste. Les députés ne furent pas déçus, Elizabeth II ayant choisi de porter ce jour-là une robe du même bleu foncé que le drapeau de l'UE, pour prononcer un discours aux accents vigoureusement proeuropéens. « Vous êtes parties prenantes d'un effort unique dans l'histoire du monde », déclara-t-elle aux députés européens. Rappelant la nécessité de prendre des décisions locales sur des questions locales tout en agissant collectivement sur des questions paneuropéennes, elle ajouta, fort à propos : « C'est l'équilibre nécessaire qui a été trouvé à Maastricht¹⁴. » Comme toujours, ses paroles avaient été rédigées par ses ministres, mais il s'agissait d'une référence claire aux rebelles anti-maastrichiens qu'affrontait John Major. Ni elle ni son équipe n'avaient jugé bon de couper ou d'atténuer cette phrase, alors que cela aurait été possible. Cela suggère que sa vision de l'Europe n'avait pas beaucoup changé depuis l'émission de Noël proeuropéenne de 1972. Son discours de treize minutes fut ovationné pendant douze minutes, et le président de la Commission, Jacques Delors, fut le premier à

se lever. « C'est un grand jour pour l'Europe », déclara-t-il ensuite, un avis partagé par le député européen allemand Elmar Brok, qui évoqua un « très agréable étonnement ». Aujourd'hui encore, le musée du Parlement européen évoque le discours « explicitement proeuropéen » de la reine. « Le fait qu'elle ait fortement souligné le thème de la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe, nota alors Ewen Fergusson, ambassadeur britannique en France, a renforcé ce message, comme n'aurait pu le faire aucun discours d'une simple personnalité politique¹⁵. »

John Major ne s'en tint pas là. Un mois plus tard, la reine fut de nouveau envoyée en Europe pour effectuer deux visites d'État en l'espace de quelques semaines. Pendant les années Thatcher, les voyages européens de Sa Majesté s'étaient limités, à une ou deux exceptions près, aux monarchies voisines. Aujourd'hui, elle se rendait à Malte, un pays où elle avait vécu et qui s'était porté candidat pour adhérer à l'Union européenne. Elle se rendrait ensuite en France, pour une visite d'État chez le plus important voisin du Royaume-Uni. Le président français, François Mitterrand, ignora allègrement les conventions habituelles des visiteurs d'État et réapparut tout au long de la tournée. Cédant aux pressions du Foreign Office et de l'ambassade pour qu'elle prononce autant de discours que possible, la reine s'attira des éloges pour l'un d'entre eux, dans lequel elle comparait la Grande-Bretagne et la France à l'huile et au vinaigre. « Si différents, et pourtant si nécessaires à la préparation d'une vinaigrette », fit remarquer une monarque qui s'était fait une spécialité, lors des pique-niques familiaux, de mélanger la fameuse sauce. La visite domina l'actualité française toute une semaine. « Aucun autre visiteur n'a réussi à le faire sur une période aussi longue ces dernières années¹⁶ », nota l'ambassadeur britannique. Comment fut-elle perçue au Royaume-Uni ?

C'est à peine si la presse et le public britanniques s'en aperçurent. La tournée avait été complètement éclipsée par la sortie du livre le plus vénérable jamais paru sur la famille royale : *Diana : Her True Story*, d'Andrew Morton. La reine était sur le point de partir pour Paris quand le *Sunday Times* en avait publié un premier extrait. On y lisait que la princesse de Galles avait été poussée à s'auto-mutiler et que, désespérée par sa vie de couple, elle avait même tenté de se suicider. Un deuxième article parut le week-end suivant, avec des allégations de boulimie et d'autres témoignages d'un mariage sans amour. La veille des premières révélations, la famille royale – y compris le prince et la princesse – s'était réunie sur le balcon du palais à la fin de la parade d'anniversaire de la reine. La semaine suivante, celle-ci assista au meeting de Royal Ascot en compagnie de la plupart des membres de la famille, alors que le best-seller de Morton était dans les vitrines de toutes les librairies. La monarque fit de son mieux pour paraître sereine tout au long d'une nouvelle semaine épouvantable, mais on sentait bien que son sourire était crispé.

Les partisans et les sympathisants avaient fait pression sur le gouvernement pour qu'il mette fin à ce qui semblait une guerre totale des médias contre la monarchie. Après la parution des premières allégations de Morton, le président de la Commission des plaintes contre la presse (Press Complaints Commission, PCC), Lord McGregor, était prêt à réagir. Il se racontait à Londres que le livre avait été écrit avec l'approbation tacite de Diana, et même avec son aide. Le secrétaire privé de la reine, Robert Fellowes, assura à McGregor que ce n'était pas le cas. Comme Fellowes était également le beau-frère de Diana, McGregor prit ces assurances pour argent comptant. La PCC publia donc une virulente attaque contre cette partie de la presse qui faisait ses choux gras de « ce qui se passait dans l'âme des

gens ». L'archevêque de Canterbury lui fit écho, exhortant la presse à « respecter les valeurs humaines fondamentales¹⁷ ». Cependant, lorsque la princesse rendit une visite « privée », néanmoins très visible, à l'une des anciennes colocataires identifiées comme l'une des sources du livre, après avoir fait prévenir quelques photographes, il fut clair que Diana était étroitement impliquée. Lorsque cela fut devenu évident, un Fellowes « mortifié » offrit sa démission. La reine la lui refusa. Elle avait suffisamment de soucis pour ne pas perdre son secrétaire privé, et ce d'autant plus qu'elle venait de prendre deux décisions cruciales. Tout d'abord, elle était désormais disposée à discuter, à tout le moins, de l'idée que le prince et la princesse de Galles se séparent¹⁸. En outre, extrêmement sensible aux attaques incessantes des médias contre les finances royales pendant la récession qui avait frappé le Royaume-Uni au début des années 1990, elle avait décidé de commencer à payer des impôts au taux normal et avait demandé à son Premier ministre de prendre les mesures nécessaires (quand bien même John Major continuait à penser qu'elle bénéficiait d'une exemption légitime).

La reine connut un léger répit le soir où, à Spencer House, elle assista à la célébration du quarantième anniversaire de son règne en présence de tous ses Premiers ministres britanniques. John Major a gardé en mémoire un dîner composé d'œufs de caille, de bar en dartois, de pudding d'été, de strudel aux pommes et au stilton, accompagné d'un Château Lafite Rothschild 1952, de Taittinger rosé 1985 et d'une prestation « extrêmement divertissante » d'un des acteurs favoris de la famille royale, Peter Ustinov¹⁹.

Cependant, la bataille des tabloïds était loin d'être finie, et elle gagna encore en intensité lorsque la famille royale prit ses quartiers d'été dans les Highlands. En plein mois d'août, au creux de la période des vacances, le *Mirror*

enregistra l'une des meilleures ventes de toute son histoire avec des photographies intimes d'une duchesse d'York aux seins nus, en vacances avec son « conseiller financier », John Bryan²⁰. La duchesse séjournait chez la reine à Balmoral, avec ses filles, lorsqu'un matin, en descendant déjeuner, elle trouva les membres de la famille en émoi devant dix pages d'ignominie sans fard. Elle dut s'excuser auprès d'une reine « furieuse ». Mais l'aspect le plus surprenant de cet épisode fut sans doute que la duchesse resta trois jours de plus à Balmoral avant de mettre le cap au sud²¹. À peine était-elle partie que le grand rival du *Mirror*, le *Sun*, lançait un contre-scoop tout aussi dévastateur. Il publia une conversation téléphonique pleine de sous-entendus entre la princesse de Galles et James Gilbey, un vieil ami qui avait été l'une des sources du livre de Morton. Il l'appela « Squidgy » ; elle versait du vitriol sur la famille royale. Ils avaient été mis sur écoute, et la conversation avait été enregistrée le soir du Nouvel An 1989. La princesse était à Sandringham, et Gilbey parlait par téléphone portable depuis une voiture. On n'a jamais expliqué comment, deux ans et demi plus tard, leur conversation s'était retrouvée dans le *Sun*.

La reine tâchait de conserver son sang-froid. Bien que les avocats du prince et de la princesse fussent peut-être déjà en train de discuter d'une séparation, elle ne voulait pas que des décisions hâtives soient soudainement rendues publiques. Quelques mois plus tôt, le couple s'était engagé à entreprendre une grande tournée en Corée, à l'invitation du ministère des Affaires étrangères, mais la princesse fit savoir aux responsables du Palais qu'elle n'y participerait pas. La reine ne l'entendait pas de cette oreille. Si le Premier ministre devait consacrer un temps précieux aux arrangements financiers de la famille royale – et ce alors que plusieurs journaux renouvelaient leurs

attaques contre les finances royales –, la famille pouvait au moins honorer ses engagements envers l'État. De plus, John Major commençait à connaître lui aussi son *annus horribilis*. Les déboires de Maastricht avaient été dépassés par un désastre national sur les marchés des changes. Le 16 septembre, la Grande-Bretagne se trouva contrainte de sortir du mécanisme de taux de change européen (MCE), car la livre venait de franchir la limite inférieure du système. Connu sous le nom de « mercredi noir », cet événement est considéré par beaucoup comme le moment où les conservateurs ont perdu les élections suivantes (elles eurent pourtant lieu près de cinq ans plus tard). La flambée des taux d'intérêt et l'humiliation nationale firent assurément beaucoup de tort à la réputation de Major. La princesse de Galles obéit à la reine et s'envola pour la Corée. Elle s'acquitta consciencieusement de tous ses engagements, à la grande joie des fonctionnaires britanniques et coréens, ainsi que des entreprises britanniques basées dans la région. Lorsque la reine était montée sur le trône, on était en pleine guerre de Corée. Quatre décennies plus tard, les vétérans britanniques furent ravis de voir le prince et la princesse visiter les cimetières du Commonwealth, et parcourir les champs de bataille où plus d'un millier de leurs camarades étaient tombés. Malgré tous les gros titres de la presse britannique sur le « Glums Tour » (la « tournée des déprimés »), cette visite montrait que l'influence diplomatique de Charles et Diana était intacte.

Quelques jours seulement après leur retour de Corée, une nouvelle dispute éclata. Cette fois, ils atteignirent le point de non-retour. Leurs fils, internes dans une école préparatoire, étaient sur le point d'avoir un week-end de congé. Le prince s'était arrangé pour que le couple présente un front uni lors d'un week-end de tir en famille, avec des amis, à Sandringham. Cependant, à une semaine de

l'échéance, la princesse annonça qu'elle souhaitait emmener les garçons ailleurs, mettant ainsi à mal les plans de son époux. Selon son biographe, Charles eut « une longue conversation » avec la reine, « à la suite de laquelle la princesse subit de fortes pressions pour revenir sur sa décision²² ». Diana ne céda pas. Cela ressemblait à la fin de la route pour les deux parties. À la fin de cette semaine, le prince considéra que le moment était venu de s'engager sérieusement dans la séparation : il convoqua ses avocats pour la semaine suivante. Mais au moment même où il se préparait à accueillir ses invités à Sandringham, une catastrophe se produisit. Le vendredi 20 novembre 1992, à la fin d'une matinée grise et terne, on vit soudain des nuages de fumée s'échapper des appartements d'apparat du château de Windsor, où d'importants travaux d'entretien étaient en cours. Les ouvriers qui travaillaient dans la chapelle privée de la reine venaient de poser leurs outils pour la pause-thé de 11 heures (un rituel propre au château, toujours rigoureusement observé). Sans que personne l'ait remarqué, une lampe de chantier avait été laissée tout près des rideaux qui cachaient les travaux d'entretien. « Derrière ces rideaux, qui étaient évidemment fermés, se trouvaient des projecteurs qui éclairaient l'autel et le plafond, m'expliquerait plus tard le duc d'Édimbourg, après la restauration. Au bout d'un moment, les lampes ont chauffé et mis le feu aux rideaux, les flammes sont montées, si bien que le feu s'est propagé sous le toit, et non en contrebas²³. » Le feu balaya ensuite les combles, jusqu'à la salle Saint-Georges et au-delà, consumant rapidement la partie la plus vaste et la plus grandiose du château. La petite brigade de pompiers affectée au palais se rendit vite compte que la situation dépassait de loin ses capacités. En moins d'une heure, on vit débarquer des équipes venues de tout Londres et des comtés voisins. Le personnel du château, les troupes de

la caserne de Combermere et même le duc d'York, qui séjournait à Windsor pour réviser ses examens de l'école navale, se lancèrent dans une lutte acharnée pour sauver les trésors de la collection royale. Les gens du voisinage se joignirent à l'opération avec empressement. Tim O'Donovan, le compilateur des statistiques de la *Court Circular*, basé à Datchet, se souvient d'avoir rejoint une chaîne humaine faisant passer des meubles dans un couloir, dont les tapis avaient été trempés par les lances à incendie, pour livrer les objets en toute sécurité dans le quadrilatère : « On aurait dit un marché d'antiquités en plein air²⁴. »

Windsor eut quand même au moins deux coups de chance ce jour-là. Premièrement, du fait des travaux d'entretien, une grande partie des œuvres d'art et des trésors conservés sur place avaient déjà été mis en lieu sûr. Deuxièmement, il ne pleuvait pas. Par conséquent, des peintures et des livres d'une valeur inestimable purent être déposés en plein air, en attendant d'être transférés et entreposés dans un lieu plus adapté. Et, surtout, on ne déplora ni décès ni blessés graves. Un seul tableau fut perdu, le colossal portrait peint en 1798 par William Beechey et intitulé *George III et le prince de Galles passant les troupes en revue*, ainsi qu'un lourd buffet. Des copies de ces deux œuvres furent réalisées par la suite.

Le duc d'Édimbourg était à l'étranger à ce moment-là, mais la reine arriva rapidement de Londres en voiture. Elle n'était pas seulement venue constater le désastre de ses propres yeux : elle avait en tête une mission très particulière. « Elle est entrée dans ses propres appartements pour mettre en sécurité quelques objets précieux, car elle était la seule à savoir de quoi il s'agissait et où ils se trouvaient²⁵ », explique Charles Anson, son attaché de presse

de l'époque. Elle subit une légère inhalation de fumée, alors qu'elle souffrait déjà d'un vilain rhume. Au-dehors, elle inspecta les opérations de sauvetage avec le duc d'York et le lord-chambellan. « C'était tout simplement horrible pour elle », raconte Lord Airlie. La reine retourna ensuite à Londres, où les fonctionnaires de la Maison royale avaient quitté leurs bureaux de Buckingham Palace pour se tenir devant son entrée privée et la saluer en signe de soutien moral. Elle fit bonne figure et montra même un peu de légèreté. « Elle a simplement haussé les épaules en disant : "C'était affreux, mais au moins nous avons réussi à sauver les tableaux", raconte Charles Anson. Son moral était intact²⁶. » Lord Airlie est du même avis : « Inutile de dire qu'elle a fait preuve d'un incroyable stoïcisme dans toute cette affaire²⁷. »

Malgré tout, la destruction du siège de ses ancêtres et de la maison de son enfance l'avait fortement perturbée. Après avoir passé le week-end avec la reine mère au Royal Lodge, elle lui adressa une lettre de remerciement au ton triste, dans laquelle elle écrivait : « Cela a fait toute la différence pour ma santé mentale après cette terrible journée²⁸. »

Quatre jours à peine après l'incendie, la reine arrivait au Guildhall de la City de Londres pour le déjeuner civique, organisé en des temps plus heureux, qui marquerait ses quarante années de règne. La gorge encore enrouée par le rhume et la fumée, elle avait d'abord envisagé de demander au prince Philip de lire le discours. Mais son secrétaire privé, Robert Fellowes, insista : c'était à elle de le faire. La contrepartie était qu'elle parlerait avant le déjeuner, et non après. Dès les premiers mots, on comprit que c'était elle qui avait rédigé le texte. « L'année 1992 n'est pas de celles sur lesquelles je me pencherai plus tard avec plaisir. Pour reprendre les termes d'un de mes correspondants les plus

compréhensifs, elle s'est révélée une "annus horribilis"* . » Cette formule est restée gravée dans les mémoires. L'objectif principal du discours, pourtant, n'était pas de s'attarder sur ses propres malheurs (« One's Bum Year », comme titra le *Sun* : « Une année de m... »), mais de demander un peu plus de compréhension de la part des détracteurs de la monarchie, notamment dans les médias. « Je me demande parfois comment les générations futures jugeront les événements de cette année tumultueuse. J'ose espérer que l'histoire aura une vision un peu plus modérée que certains commentateurs contemporains », poursuivit la reine. Elle reconnaissait bien une utilité à la critique : « Aucune institution, qu'il s'agisse d'une ville, d'une monarchie ou de quoi que ce soit d'autre, ne saurait échapper à l'examen de ceux qui lui accordent leur loyauté et leur soutien, sans parler de ceux qui ne le font pas. » Après cette concession venait le coup de grâce. C'était un plaidoyer très humain, rendu encore plus poignant par la fragilité de sa voix : « Mais nous faisons tous partie du même tissu de notre société nationale, et cet examen, d'une partie par une autre, peut être tout aussi efficace s'il est fait avec une touche de douceur, de bonne humeur et de compréhension. »

Les cendres de Windsor fumaient encore, et les attaques contre la monarchie ne s'étaient pas calmées. Elles changèrent simplement de direction après que le bien intentionné secrétaire d'État au patrimoine national, Peter Brooke, eut assuré avec confiance aux caméras de télévision et aux Communes que l'État était prêt à financer les travaux de restauration. La gauche républicaine ne fut pas seule à s'opposer à cette idée. Même le *Daily Mail*, conservateur et

* L'auteur de la lettre et de l'expression – qui signifie « année terrible » – était l'ancien secrétaire privé adjoint de la reine, Edward Ford, un diplômé de lettres classiques qui avait fait ses études à Oxford.

royaliste, publia en une un éditorial associant les questions de l'exonération fiscale, de la suite sans fin de scandales et de l'incendie, pour en faire un défi à la reine elle-même : « L'impression donnée est celle d'un gouvernement dépassé, se pliant aux exigences d'une riche famille royale qui a perdu la faveur du public. Pour l'instant, c'est comme un chiffon rouge agité au nez du bulldog britannique²⁹. » Ces lignes faisaient écho aux appels de plus en plus nombreux lancés par les commentateurs et les bancs de l'opposition pour que la monarchie « écoute » et offre une sorte de sacrifice financier.

Ce que les critiques ignoraient, c'est que Lord Airlie, Michael Peat et leur équipe travaillaient sur cette question depuis près d'un an, et ce en dépit des doutes persistants du Premier ministre, John Major. « Je n'ai pas exigé que la reine paie des impôts », m'a-t-il déclaré fermement près de trente ans plus tard³⁰. Malgré cela, la reine était décidée à sortir de cette impasse et prévoyait d'annoncer la fin volontaire de son exonération fiscale au début de 1993. L'équipe Airlie/Peat avait juste quelques détails à régler. Piqués au vif par la dispute sur les réparations de l'incendie, ils décidèrent d'avancer le plan. Ils auraient peut-être ainsi l'air de réagir aux événements, et non de devancer l'appel, et cela ne les emballait pas. Mais cela valait mieux que de continuer à subir des attaques abusives. Aussi, deux jours seulement après le discours de la reine au Guildhall, en réponse à une question parlementaire arrangée à l'avance avec le chef de l'opposition, John Smith, le Premier ministre déclara aux députés qu'à l'avenir, la reine et le prince de Galles paieraient volontairement leurs impôts, comme les autres citoyens. De plus, la reine rembourserait à l'État les 900 000 livres d'argent public dépensées chaque année pour les bureaux des autres membres de sa famille.

Seules les fonctions publiques du duc d'Édimbourg et de la reine mère continueraient à être subventionnées par l'État.

Au sein de la Maison royale, le plus grand défi pour la reine fut de rassurer celle qui constituait le plus redoutable obstacle à cette réforme, la reine mère. L'exonération fiscale avait été accordée en 1937 à son époux, le roi George VI, par le gouvernement de Neville Chamberlain. Le motif était tout ce qu'il y a d'honorable : Chamberlain voulait aider le nouveau monarque à couvrir les coûts élevés et totalement inattendus de la compensation payée à son frère aîné Edward VIII après son abdication (comme indiqué précédemment, l'ex-roi avait en fait déjà mis de côté des fonds substantiels, à la fureur de sa famille quand elle l'apprit). George VI avait fait comprendre à son héritière l'importance de l'accord. William Heseltine faisait partie de ceux qui avaient déjà proposé à la reine, sans succès, un changement de position sur l'imposition de ses revenus. « C'est l'une des choses que son père lui avait dites, se souvient-il. Il s'agissait d'une concession très importante, qui ne devait pas être remise en question. Tout ce qui ressemblait à un précepte laissé par son père comptait beaucoup à ses yeux³¹. » Le fait que, sur un point aussi sensible, la reine soit désormais prête à aller contre la volonté de son père et de son Premier ministre amène à considérer cette décision comme l'une des plus importantes de son règne. Elle s'inquiétait cependant beaucoup de la réaction de la reine mère. Craignant que celle-ci ne considère sa décision comme une critique du roi défunt, la reine envoya son secrétaire privé, Robert Fellowes, lui expliquer ce qui se passait. « Lorsque j'ai eu terminé, a raconté Fellowes au biographe officiel de la reine mère,

William Shawcross, il y a eu une longue pause, puis elle a dit : “Je pense que nous allons prendre un verre.” Elle ne voulait pas s’attarder sur la question³². »

Trois mois plus tard, les plans complets étaient dévoilés en détail. Quelques instants après que John Major en eut présenté les grandes lignes devant les Communes, une conférence de presse historique eut lieu au palais Saint-James. Pour la première fois, tous les plus hauts responsables du Palais royal se tenaient devant les médias pour discuter de la richesse de la monarchie, sous la présidence de Lord Airlie. Notant que divers articles dans les journaux avaient évalué sa richesse entre 100 millions de livres sterling et des « milliards », le lord-chambellan déclara : « Sa Majesté m’a autorisé à dire que même la plus basse de ces estimations est largement surévaluée. » Sous les vingt-trois portraits royaux de la galerie de tableaux du palais Saint-James, la presse apprit que tous les trésors de la collection royale seraient désormais détenus par une fondation caritative, dont les comptes seraient publics et qui aurait pour mandat d’offrir un accès plus large aux œuvres d’art de la collection. Malgré toutes ces réformes, ce qui attira le plus l’attention, peut-être sans surprise, c’est une faille importante dans les dispositions fiscales. Les futurs souverains ne paieraient aucun droit de succession sur les biens transmis d’un monarque à l’autre. Comme l’avait expliqué John Major, il s’agissait d’empêcher le « saucissonnage » des domaines royaux. Sinon, en une ou deux générations, on pourrait être contraint de vendre des lieux comme Balmoral et Sandringham. Cette question ne suscita guère de sympathie de la part du grand public. L’économie florissante de la fin des années 1980 avait fait place à une récession qui entraînait alors dans sa troisième année. Mais le cas du patrimoine royal était particulier. N’importe quelle société familiale (qu’elle soit

patrimoniale ou qu'elle prenne la forme d'une entreprise classique) pouvait utiliser les règles de planification fiscale avancée pour transmettre des actifs d'une génération à l'autre. En revanche, aucun monarque ne pouvait le faire sans abdiquer bien avant l'heure, ou sans remettre la majeure partie de l'appareil monarchique tout en restant sur le trône. Mais les critiques furent insensibles à cet argument. Pour eux, la famille royale avait été défaite en rase campagne. Le *Sun* évoqua même une « victoire du pouvoir populaire ». Le lendemain, le rédacteur en chef politique du *Mirror*, Alastair Campbell, s'en prenait à la monarchie sous le titre « HM the Tax-Dodger » (qu'on pourrait traduire par « La reine de l'évasion fiscale »). Au-dessus de son article figurait une caricature de la reine additionnant gaiement ses richesses sur une calculatrice. « La reine est sur le point de devenir le plus grand fraudeur fiscal de Grande-Bretagne, en ne payant que 2 millions de livres sterling sur son immense fortune³³ », écrivait-il. Après tous les efforts qui avaient conduit à cette réforme, un des collaborateurs de la reine raconte que la lecture de cette page la laissa au bord des larmes.

Si la question des finances royales était réglée, pour le moment du moins, d'autres malheurs devaient encore marquer cette longue *annus horribilis* de 1992. Le 9 décembre, John Major annonçait officiellement aux Communes la séparation du prince et de la princesse de Galles. Ce n'était pas une surprise, mais l'annonce eut pour effet d'officialiser ce qui, jusque-là, était resté dans le domaine des tabloïds. La « guerre des Galles » (« War of the Waleses ») était désormais un débat politique légitime. La BBC et des journaux comme le *Daily Telegraph*, qui avaient toujours considéré les problèmes conjugaux du prince et de la princesse comme une affaire privée, en discutaient désormais ouvertement, en particulier quand John Major affirma qu'il n'y avait

« aucune raison pour que la princesse de Galles ne soit pas couronnée reine en temps voulu ». La question n'était plus personnelle, mais constitutionnelle. « Rétrospectivement, c'était une erreur d'avoir dit cela », concéda plus tard le secrétaire du gouvernement, Robin Butler, ajoutant que le Premier ministre n'avait fait qu'« adoucir le choc³⁴ ».

La reine connut une brève lueur de bonheur à la fin de cette semaine-là, lorsque la famille royale se réunit à l'église de Crathie pour les noces royales les plus modestes de l'histoire. La princesse royale avait insisté pour que son second mariage, avec le commandant Tim Laurence, ne donne lieu qu'à une cérémonie discrète. Il n'y avait ni voitures tirées par des chevaux, ni même de limousine nuptiale. La princesse fut conduite du château de Balmoral à l'église dans la Land Rover de son père, pour une cérémonie religieuse strictement privée. Les relations de la famille royale avec les médias avaient atteint un point si bas que même la camionnette qui vendait des en-cas aux journalistes des tabloïds dans un parking public voisin fut expulsée. Aucun membre de la famille royale ne pourrait séjourner au château, qui avait depuis longtemps été fermé pour l'hiver. Une pièce fut brièvement rouverte pour une rapide réception de soupe et de sandwiches, après quoi les invités repartirent pour l'aéroport d'Aberdeen. Les jeunes mariés s'offrirent une lune de miel de trente-six heures dans une des maisons du domaine. Selon le biographe de la princesse, Brian Hoey, l'affaire coûta moins de 2 000 livres³⁵.

Pourtant, on n'en avait pas terminé avec les mauvaises surprises. Deux jours avant Noël, le message annuel personnel de la reine fut dévoilé dans son intégralité dans les pages du *Sun* de Rupert Murdoch. Le journal pensait peut-être simplement offrir à ses lecteurs une avant-première, mais le Palais fit savoir sans ambages que la reine avait été « très affectée » par cette fuite. C'est comme si la monarchie

était vraiment devenue à peine plus qu'un jouet aux yeux des médias, comme si son plaidoyer de Guildhall pour un minimum d'indulgence et de compréhension lui avait été renvoyé en pleine figure. « J'ai ressenti cela comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, et je pense que c'est aussi ce qu'a ressenti la reine », m'a confié Charles Anson, son attaché de presse de l'époque³⁶. Elle demanda à ses avocats de porter plainte pour violation manifeste du copyright. Il est intéressant de noter que le *Sun* ne se battit pas. Il publia des excuses en première page, paya tous les frais de justice et fit un don de 200 000 livres à une œuvre de charité. Lorsque l'émission fut finalement diffusée, le jour de Noël, le public vit la reine évoquer ses malheurs sans s'y attarder : « Comme certains d'entre vous ont pu m'entendre le dire, l'année a en effet été sombre. Mais Noël est un bon moment pour essayer de mettre tout cela derrière nous, déclara-t-elle. Curieusement, c'est un événement triste qui, en 1992, m'a aidée à relativiser mes propres soucis. » Elle évoqua alors sa rencontre avec Leonard Cheshire, peu avant sa disparition. Fondateur d'une organisation caritative, ce pilote de la RAF bardé de décorations – il avait reçu la Victoria Cross pendant la guerre et l'ordre du Mérite en temps de paix – était en phase terminale d'un cancer, mais lors de leur rencontre il n'avait parlé que des autres. Comme le nota la reine, « il incarnait le message de ces lignes bien connues : “La bonté dans la détresse d'autrui, le courage dans la sienne”. » En conclusion, elle reconnaissait que 1993 apporterait « certainement de nouveaux défis ».

Ceux-ci ne se firent pas attendre. En quelques jours, une autre écoute téléphonique allait s'étaler dans les journaux : cette fois, c'était une conversation intime entre le prince de Galles et Camilla Parker Bowles. La reine dut sentir que la nouvelle année risquait de ressembler à celle qui venait de

s'achever. La stratégie de sa mère dans ces situations était de faire comme si elles n'existaient pas, ce qui lui avait valu le surnom d'« autruche impériale » parmi le personnel de la Maison royale³⁷. Mais la réponse de la reine, comme toujours, fut de suivre l'exemple de son père, qui avait servi dans la marine, et de traiter l'adversité comme un marin affronte l'océan. « Les tempêtes se succèdent, certaines pires que d'autres, mais elle baisse la tête pour mieux les traverser », m'expliquait John Major, interrogé pour ce livre quand la reine était encore de ce monde. L'ancien Premier ministre, qui a travaillé en étroite collaboration avec elle pendant cette période, précisait : « La reine a toujours vécu selon la doctrine “Cela aussi passera”³⁸. » Si la reine fut parfois accusée d'être lente à agir, personne ne lui a jamais reproché de paniquer. Sa réaction par défaut, face à une crise, était de ne pas bouger.

« Pendant toute l'*annus horribilis*, raconte Charles Anson, je ne me souviens pas d'une seule occasion où je suis allé la voir et où elle se soit exclamée : “Non ! Et puis quoi encore ?” La question était parfois embarrassante, mais elle s'en sortait. Dans ces situations, il est extrêmement rassurant de travailler pour quelqu'un qui ne se laisse pas abattre. » Il ajoute que, tout au long de cette période, elle ne s'est « jamais montrée sèche, jamais irritable ; elle était parfaitement d'aplomb³⁹ ».

Mais elle n'était pas au bout de ses peines et dut encore apprendre la nouvelle de la mort, à 89 ans, de son ancienne nourrice, Bobo MacDonald, habilleuse et confidente de toujours. Celle qui l'appelait « *my wee small girl* » (« ma toute petite fille ») lui était dévouée depuis sa petite enfance, et le sentiment avait toujours été réciproque. Bobo s'était retirée dans un bel appartement au-dessus des quartiers de la monarchie à Buckingham Palace, où elle vécut jusqu'à la fin de sa vie. La reine mère allait également avoir la

tristesse de perdre son secrétaire privé, le dévoué Martin Gilliat. Cependant, peu avant la mort de Bobo, une heureuse coïncidence s'était produite. Lors de sa visite d'État en Allemagne l'automne précédent, la reine avait été très impressionnée par la gouvernante de l'ambassadeur, Angela Kelly. Peu après, celle-ci reçut un appel s'enquérant si elle était intéressée par un poste d'assistante habilleuse au Palais. Trois décennies plus tard, elle était aux commandes de la garde-robe de la reine, dont elle était devenue l'une des plus fidèles confidentes.